

SdG Action Awards 2024



Une initiative financée par le Royaume de la Suède et exécutée par le PNUD en collaboration avec l'observatoire congolais des ODD et les partenaires techniques et financiers, agences du système des Nations Unies et les institutions gouvernementales de la RDC.

Awards 2024



SDG ACTION AWARDS

Face aux défis complexes du développement, des crises sécuritaires et humanitaires auxquels est confronté la RDC, il est important de braquer un projecteur d'espoir et d'unité, en particulier sur les jeunes qui choisissent de faire la différence dans les différentes provinces et zones rurales du pays. La compétition **SdG Action Awards** garde l'espoir que les jeunes peuvent apporter une valeur ajoutée aux efforts visant à relever ces défis dans la solidarité et transformer la division en unité et l'apathie en action dans les provinces fragilisées par les conflits. Les prix du SdGs Award récompensent les initiatives qui mobilisent, inspirent et connectent les jeunes pour les inciter à agir en faveur d'un avenir plus durable - celles qui renversent le scénario et repensent notre façon de vivre, en démontrant ce à quoi devrait ressembler le progrès et le développement à l'ère de la technologie.



Les ODD dans le monde et en Afrique : « Beaucoup d’agendas, mais peu d’action à impact rapide »

En 2015, les 193 États membres des Nations Unies ont adopté l'Agenda 2030, un plan ambitieux pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et assurer la paix et la prospérité. Les ODD sont menacés, car les progrès s’enlisent dans la crise climatique, les fluctuations économiques, les conflits et les conséquences des pandémies. Malgré les nombreux agendas et stratégies, il est constaté une lente progression dans l’atteinte des cibles des ODD.

Face à cette situation, les chefs d’État et de gouvernement, les dirigeants politiques et intellectuels de différents secteurs, ainsi que la société civile, les femmes, les jeunes et d’autres parties prenantes, se sont engagés à faire de la prochaine décennie une Décennie d’action et de résultats en faveur du développement durable, ainsi qu’à mobiliser un financement, renforcer la mise en œuvre au niveau national et renforcer les institutions en vue d’atteindre les objectifs de développement durable d’ici à 2030, sans faire de laissés-pour-compte.

En 2023, de nombreux dirigeants et organisations de la société civile ont également appelé à une « grande année d’activisme » dans le but d’**accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du développement durable**, en exhortant les dirigeants mondiaux à redoubler d’efforts pour atteindre les personnes les plus défavorisées, à encourager l’action et l’innovation à l’échelle locale, à renforcer les systèmes de données et les institutions, à rééquilibrer la relation entre les personnes et la nature, et à augmenter le financement en faveur du développement durable. Cet appel à l’action envisage accélérer les actions au niveau local avec une forte implication des jeunes en particulier.

La jeunesse : « une force motrice capable d’inverser le scénario des ODD au niveau local en RDC »

Tirant les leçons des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), il est unanimement accepté que l'Agenda 2030 doit s’appuyer sur les expériences vécues, les histoires, les idées et les solutions proposées par les hommes et les femmes au niveau local. C’est-à-dire la nécessité d’identifier les mécanismes, outils et politiques afin de placer les entités locales au centre des efforts de mise en œuvre des ODD et pour réfléchir aux solutions qui pourraient réellement changer leur vie. En effet, les communautés locales sont les mieux placées pour comprendre les besoins, les défis et les capacités collectifs et, par conséquent, elles sont les partenaires clés pour la réalisation des ODD.

Elles assurent à la fois la prise en compte des besoins réels des populations dans les stratégies de développement locales et l’articulation des priorités locales avec celles aux niveaux national et mondial. A moins de cinq ans de l’échéance convenue, il est clairement établi que La RDC n’est pas sur une bonne trajectoire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). La jeunesse congolaise pourrait contribuer à développer la résilience des communautés et à stimuler le progrès au niveau national, provincial et local. Sa contribution à l’Agenda 2030 est primordiale pour accélérer l’élan vers la réalisation des Objectifs de développement durable. L’atteinte des ODD constitue un défi crucial, particulièrement pour la RDC.

JERODD « Un partenariat stratégique du PNUD avec les jeunes au niveau local pour l’accélération des ODD »

L’initiative JERODD (Jeunes engagés pour la réalisation des ODD) a été mise en place en 2020 par le PNUD pour favoriser l’engagement citoyen et l’implication des jeunes dans la planification, mise en œuvre et coordination des interventions publiques en RDC au niveau local. L’objectif visé est de créer un écosystème dynamique impliquant une diversité d’acteurs pour la coordination des interventions de développement (agences des Nations Unies, Ministères, Société civile et organisation de jeunesse, bailleurs de fonds, etc.). **Plus de 10.000 jeunes JERODD sont engagés dans les quartiers en contact direct avec les communautés pour diverses activités liées aux ODD.** Avec leur énergie, capacités de mobilisation et engagement, les jeunes font la différence dans les provinces. Ils cartographient les projets des partenaires, suivent les indicateurs des ODD, initient des activités de sensibilisation et de formation et utilisent la technologie pour assurer la remontée des données de développement.

Les JERODD sont des jeunes résidents dans les provinces et entités territoriales décentralisées et sont âgés d’au moins 18 ans, dotés de connaissances, d’aptitudes académiques et/ou de compétences techniques pour la collecte, les suivi-évaluation et le rapportage sur les cibles localisées des Objectifs du Développement Durable, etc. Les JERODD sont essentiellement composés de jeunes élèves et étudiants, de leaders d’associations et d’organisation de la société civile, d’acteurs communautaires, etc. Ces jeunes s’engagent volontairement à accompagner les initiatives des partenaires au développement et des Ministères du Gouvernement provincial dans la vulgarisation des ODD, l’engagement citoyen, la collecte de données, le suivi et la production de données sur les cibles des ODD, etc.

Grâce à cette initiative, les communautés sont à même d’établir un diagnostic de développement de leurs milieux, d’évaluer, de manière participative, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD au niveau local, d’identifier les lacunes et besoins locaux et, in fine, de donner un cadre aux instances locales de gouvernance afin d’orienter les stratégies d’investissements privés, publics et collectifs. Par ailleurs, au-delà de ce rôle d’optimiser les politiques de développement durable, **les jeunes sont aussi des acteurs majeurs pour stimuler le changement, concevoir des solutions novatrices, éduquer sur le développement durable et assurer l’avenir.**

A travers leur activisme, ils contribuent à l’action publique et à stimuler le changement pour construire des communautés résilientes. Aussi, étant suffisamment informée et en phase avec son époque, les jeunes **ont une meilleure compréhension des problèmes et peuvent proposer des idées nouvelles et concevoir des solutions innovantes, durables et pérennes**, susceptibles d’avoir un impact sur l’atteinte des ODD. Cela grâce notamment à l’utilisation massive de la technologie, les canaux de communication et les médias d’influence à même d’amener les communautés à prendre conscience de l'Agenda 2030 et des ODD afin de susciter la contribution de tous.





Scannez pour découvrir les vidéos
des projets JERODD.

SdG Action Awards : « Une initiative qui favorise des actions à impact rapide, les financements innovants et flexibles et l'engagement citoyen »

Dans le but d'accélérer les ODD au niveau local, une compétition interprovinciale dénommée « SDG Action Awards » a été initiée par le PNUD et ses partenaires pour accélérer la mise en œuvre et le suivi des ODD dans les provinces de la RDC. Les prix du SdGs Award récompensent les initiatives qui mobilisent, inspirent et connectent les jeunes pour les inciter à agir en faveur d'un avenir plus durable - celles qui renversent le scénario et repensent notre façon de vivre, en démontrant ce à quoi devrait ressembler le progrès et le développement à l'ère de la technologie. De façon générale, cette compétition a pour objectif d'inciter les jeunes à s'intégrer dans la recherche de solutions aux problèmes de développement qui affectent l'atteinte des ODD dans leurs communautés respectives. De façon spécifique, la compétition vise à :



Récompenser les initiatives qui ont le potentiel d'accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD dans les provinces pilotes ;

01

02

Valoriser et capitaliser le potentiel des jeunes dans la recherche des solutions endogènes aux problèmes des provinces et des entités territoriales décentralisées ;

Maximiser l'engagement citoyen et la participation des jeunes filles et garçons aux interventions de développement dans les provinces et les entités territoriales décentralisées ;

03

04

Permettre aux jeunes de passer de leur état de bénéficiaires à acteurs du développement de leur propre cadre de vie à travers des solutions innovantes et inspirées des nouvelles technologies ;

Identifier et célébrer les institutions publiques privées et nationales qui contribuent à l'accélération des ODD en RDC.

05

Première édition 2024 : « Les institutions et initiatives qui contribuent à renverser le scénario en démontrant ce à quoi devrait ressembler le progrès et le développement à l'ère de la technologie ».



“

Le SDG ACTION AWARDS n'est que le début d'une collaboration et d'un engagement, parce que l'avenir de la RDC et celui de l'Afrique se trouve dans la jeunesse.

DAMIEN MAMA

Représentant Résident du PNUD RDC



“

Le pays est jeune, alors il faut que les jeunes s'impliquent dans le développement. Si nous avons besoin d'un vrai changement dans ce pays c'est avec les jeunes.

MODESTE KAKANDA

Coordonateur/OCDD



“

L'importance des Jeunes au niveau local est nécessaire pour le développement. On est là pour accompagner ces jeunes au travers du PNUD.

Henri RASBRANT

Ambassadeur du Royaume de Suède



Les prix du SdGs Award récompensent les acteurs, institutions et initiatives qui financent, mobilisent, inspirent et connectent les jeunes pour les inciter à agir en faveur d'un avenir plus durable

Ministère du Plan
Secteur privé
Banque mondiale

PNUD
UNFPA
UNICEF

Ambassade Japon
Ambassade Korée
Ambassade Suède



SEWHOPE – “Coudre l’Espoir” (Goma)

L’approche du triple Nexus, c’est-à-dire les liens entre les interventions humanitaires, de développement et paix s’inscrit a pour objectif de réduire les besoins humanitaires, les vulnérabilités et les risques à long terme, tout en s’attaquant aux facteurs et causes sous-jacentes des crises. Elle vise à une meilleure implication et complémentarité entre les actions des différentes parties prenantes (Gouvernement, ONGN (incluant la société civile), ONGI, Agences des Nations Unies et bailleurs de fonds).

Quatre résultats collectifs ont ainsi été identifiés pour la RDC, notamment sur la base d’un Diagnostic préliminaire des risques et vulnérabilités en RDC réalisé préalablement (juillet-septembre 2019). Les initiatives proposées par les JERODD devraient permettre d’accélérer la mise en œuvre ou le suivi des résultats collectifs.

Ce projet a eu un impact concret et transversal sur plusieurs ODD



En facilitant l'accès à des produits menstruels sûrs, durables et hygiéniques, le projet réduit les risques d'infections et améliore la santé reproductive des femmes et des filles.



En garantissant une meilleure gestion de l'hygiène menstruelle, le projet lutte contre l'absentéisme scolaire chez les filles pendant leurs règles.



En renforçant l'autonomie des femmes et en déconstruisant les tabous liés aux menstruations, le projet promeut la dignité, l'égalité et l'inclusion.



La formation et la création de petites unités génératrices de revenus offrent aux femmes déplacées des moyens concrets de subvenir à leurs besoins de façon durable.



En misant sur des serviettes lavables et réutilisables, le projet réduit les déchets et promeut des alternatives écologiques adaptées au contexte local.

FORMATION EN COUTURE ARTISANALE



Des sessions pratiques ont permis à des femmes déplacées d'acquérir des compétences en confection de serviettes hygiéniques lavables. Cela inclut la maîtrise des tissus adaptés, des techniques de découpe, de couture et de stérilisation.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE



Les bénéficiaires ont été accompagnées dans la gestion de petites unités artisanales, favorisant ainsi la création de micro-entreprises dirigées par des femmes, dans un environnement marqué par l'insécurité et la précarité.

PRODUCTION ET DISTRIBUTION



Des centaines de serviettes hygiéniques lavables ont été produites et distribuées gratuitement aux adolescentes et femmes vivant dans les camps, accompagnées de séances de sensibilisation sur la santé menstruelle et l'hygiène.

BRISER LES TABOUS



Par des dialogues communautaires et la distribution publique des serviettes, le projet a contribué à démystifier les menstruations, sujet encore fortement stigmatisé.



5000 femmes et jeunes filles atteintes

2 Camp de Bulengo et Camp de Kanyaruchinya



«Travailler dans le projet SewHope est une bénédiction pour moi. J'ai appris un métier que je n'aurais jamais imaginé faire. Grâce à cela, je peux prendre soin de moi et de mes proches. Ce projet nous a donné de l'espoir et la force de continuer malgré tout.»



«Quand j'ai commencé, je ne savais même pas coudre. Aujourd'hui, je fais partie d'une équipe qui fabrique des serviettes hygiéniques pour des milliers de femmes comme moi. Ce projet a changé ma manière de voir l'avenir. J'ai l'impression de contribuer à quelque chose de plus grand, et cela me donne la motivation de venir chaque jour avec un sourire.»

Renforcement de capacités et autonomisation

- **7 jeunes JERODD (dont 5 femmes)** ont été formés à l'entrepreneuriat à travers 5 modules : marketing, gestion financière, gestion commerciale, analyse du marché et éthique des affaires.
- **120 femmes déplacées** du camp de Kayembe, âgées de 15 à 30 ans, ont reçu une formation en confection de serviettes hygiéniques réutilisables, avec un taux de participation de 100 % et un bon niveau de satisfaction.

Implication communautaire et éducation

- Les bénéficiaires sont engagées et appliquées, avec un fort intérêt pour partager les acquis dans leur entourage.
- Le projet intègre une dimension éco-responsable, notamment à travers la gestion des déchets issus de la confection.

Production et accès à l'hygiène

- **15 000 serviettes hygiéniques** lavables et réutilisable ont été produites, malgré des contraintes logistiques et techniques.
- **250 femmes** ont été sensibilisées sur l'hygiène menstruelle, les droits des femmes et la prévention des violences basées sur le genre.
- **La fabrication des serviettes** améliore non seulement l'hygiène menstruelle, mais offre aussi une solution durable, locale et respectueuse de l'environnement.

Perspectives du projet

Extension et pérennisation

- À long terme, le projet ambitionne de créer un réseau de production et de distribution dans plusieurs régions affectées par les conflits.
- Le projet vise à former un tissu économique local basé sur la production de serviettes hygiéniques durables, avec la création de petites entreprises gérées par les femmes formées.

Renforcement de l'impact communautaire

- En septembre 2025, une vaste campagne de sensibilisation touchant 5 000 jeunes filles déplacées sera lancée, suivie en octobre par la distribution gratuite de kits hygiéniques.
- L'objectif est de réduire les infections liées à une mauvaise gestion menstruelle et de briser les tabous liés aux menstruations dans les communautés déplacées.

Amélioration continue

- L'équipe de mise en œuvre est à l'écoute des bénéficiaires et des contraintes (linguistiques, logistiques, pédagogiques) afin d'adapter les contenus et garantir un apprentissage effectif.
- Le suivi-évaluation régulier assure une meilleure adaptation aux réalités du terrain et une amélioration continue des actions.



Scannez pour découvrir les résultats du projet Sew Hope.

PAFFV – Kasai Central Réinsertion des femmes victimes de conflits par les Activités Génératrices de Revenus (AGR)

La vitalité du secteur privé dans les provinces est une des conditions pour la croissance économique, la création d'emploi et l'élargissement de l'assiette fiscale nécessaire aux investissements dans les services du développement à travers les PDP (Plans de développement Provinciaux). Le secteur privé dispose d'un pouvoir d'innovation et a la capacité de créer un grand nombre de solutions nécessaires pour répondre aux défis auxquels le monde est aujourd'hui confronté.

Cependant, le secteur privé rencontre de nombreuses difficultés pour son éclosion au niveau provincial, ce qui réduit les chances de propulser la croissance économique et l'employabilité des jeunes. Outre, un autre défi réside dans la traçabilité de la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des ODD. A cet effet, il est impérieux de mobiliser les entreprises pour qu'elles intensifient considérablement leur impact au niveau des provinces. Les initiatives qui seront proposées par les JERODD doivent permettre de contribuer à la redynamisation du secteur privé dans les provinces.



La mise en œuvre du projet axé sur l'autonomisation socioéconomique des femmes victimes des atrocités du conflit Kamuina Nsapu, a permis d'apporter une réponse tangible, rapide et ciblée à une population fortement fragilisée dans la ville de Kananga et ses environs.

- **356 femmes survivantes identifiées et accompagnées** : Grâce à un partenariat étroit avec les leaders communautaires, les cliniques locales et les structures de protection, **356 femmes** ont été officiellement répertoriées comme bénéficiaires prioritaires.
- **150 kits d'installation fournis** : Un appui matériel (Matières premières, semences, outils agricoles, fonds de roulement) a été remis à 150 femmes sélectionnées selon leur niveau de vulnérabilité et leur engagement dans le processus d'autonomisation.
- **320 femmes formées** aux activités génératrices de revenus (AGR) : Ces formations ont couvert des domaines comme la transformation agroalimentaire, la savonnerie artisanale, la couture et la gestion de petits commerces. À l'issue des cycles de formation, plus de **85 %** des bénéficiaires ont démarré une activité économique.
- **68 microentreprises féminines créées et suivies sur six mois**, avec un taux de pérennisation de **82 %** à la fin du projet. Ces initiatives ont permis aux femmes de retrouver une forme de dignité et de stabilité financière, en réduisant leur dépendance économique vis-à-vis de l'aide humanitaire.

- **Renforcement psychosocial et leadership communautaire** : Parallèlement aux AGR, **212 femmes ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial en groupe et individuel**, ainsi que de formations en leadership féminin et plaidoyer communautaire. Certaines sont aujourd'hui membres de comités locaux de développement.



L'accès aux AGR permet aux femmes de générer un revenu stable, réduisant leur dépendance humanitaire.



Le projet renforce la sécurité alimentaire locale par la valorisation des filières agricoles locales.



Les femmes sont repositionnées comme actrices économiques, leaders d'initiatives locales et membres actives de structures d'épargne.



La professionnalisation des AGR offre aux bénéficiaires un cadre économique digne et pérenne.



L'introduction de la transformation artisanale et des outils de gestion numérique contribue à la modernisation rurale.



Perspectives du projet

Les résultats obtenus démontrent l'importance stratégique de renforcer les mécanismes d'autonomisation des femmes dans les zones post-conflit :

- Institutionnalisation des modules d'autonomisation dans les programmes de relèvement économique à l'échelle provinciale.
- Expansion du modèle dans d'autres territoires du **Kasaï Central**, notamment dans les zones rurales encore marquées par les séquelles du conflit.
- Renforcement des coopératives féminines locales comme leviers de durabilité économique, avec un accompagnement technique et un accès facilité aux marchés.
- Développement de mécanismes de financement inclusifs, à travers des partenariats avec les institutions de microfinance sensibles au genre.



Scannez pour découvrir les résultats
du projet d'autonomisation des
femmes et des jeunes filles

Action 13 : pour répondre aux effets du changement climatique à Kinshasa

La vitalité du secteur privé dans les provinces est une des conditions pour la croissance économique, la création d’emploi et l’élargissement de l’assiette fiscale nécessaire aux investissements dans les services du développement à travers les PDP (Plans de développement Provinciaux). Le secteur privé dispose d’un pouvoir d’innovation et a la capacité de créer un grand nombre de solutions nécessaires pour répondre aux défis auxquels le monde est aujourd’hui confronté.

Cependant, le secteur privé rencontre de nombreuses difficultés pour son éclosion au niveau provincial, ce qui réduit les chances de propulser la croissance économique et l’employabilité des jeunes. Outre, un autre défi réside dans la traçabilité de la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des ODD. A cet effet, il est impérieux de mobiliser les entreprises pour qu’elles intensifient considérablement leur impact au niveau des provinces. Les initiatives qui seront proposées par les JERODD doivent permettre de contribuer à la redynamisation du secteur privé dans les provinces.



Mise à disposition d’outils d’adaptation locale, sensibilisation de la population et appui à la planification climatique.



Réduction de la vulnérabilité urbaine, amélioration de la résilience face aux risques climatiques.



Usage des technologies numériques pour renforcer la gouvernance urbaine et l’action environnementale.



Perspectives et impacts attendus.

Le projet Action 13 apporte un impact significatif dans la sensibilisation et la lutte contre les effets des changements climatiques en République Démocratique du Congo, particulièrement à Kinshasa.

Sensibilisation environnementale

- Le projet contribue à éduquer les jeunes sur les risques liés aux changements climatiques, en mettant en lumière les menaces que cela représente pour la santé, la sécurité alimentaire et la biodiversité.
- Il permet de mobiliser la jeunesse congolaise, considérée comme l’une des populations les plus exposées aux effets climatiques.

Accès à l’information climatique

- Grâce à une plateforme numérique innovante, le projet facilite la diffusion d’informations fiables sur les enjeux climatiques, permettant aux citoyens de s’informer, d’agir et de s’adapter.

Pérennisation de l’action climatique

- La plateforme numérique vise à devenir un outil durable d’éducation et d’engagement sur le climat à Kinshasa, avec une vision d’extension dans d’autres provinces.
- Elle servira aussi à connecter les jeunes, les institutions et les partenaires techniques autour d’un objectif commun : améliorer les conditions de vie et renforcer la résilience face aux changements climatiques.



Renforcer la résilience environnementale et climatique de la commune de Ngaliema à travers une plateforme numérique innovante de gestion de l’information climatique, comme outil d’aide à la décision pour les autorités et la population.



Consultez la plateforme Action 13 jerodd

Appui au gouvernement provincial dans la traçabilité numérique des recettes fiscales pour le financement du plan des développement de la province.

La vitalité du secteur privé dans les provinces est une des conditions pour la croissance économique, la création d'emploi et l'élargissement de l'assiette fiscale nécessaire aux investissements dans les services du développement à travers les PDP (Plans de développement Provinciaux). Le secteur privé dispose d'un pouvoir d'innovation et a la capacité de créer un grand nombre de solutions nécessaires pour répondre aux défis auxquels le monde est aujourd'hui confronté.

Cependant, le secteur privé rencontre de nombreuses difficultés pour son éclosion au niveau provincial, ce qui réduit les chances de propulser la croissance économique et l'employabilité des jeunes. Outre, un autre défi réside dans la traçabilité de la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des ODD. A cet effet, il est impérieux de mobiliser les entreprises pour qu'elles intensifient considérablement leur impact au niveau des provinces. Les initiatives qui seront proposées par les JERODD doivent permettre de contribuer à la redynamisation du secteur privé dans les provinces.

Impact et Perspectives

La mise en œuvre du projet d'appui au gouvernement provincial du Kasai Central dans la mobilisation et la traçabilité numérique des recettes fiscales a permis de transformer en profondeur la gouvernance locale à Kananga. Ce projet a marqué un tournant dans la gestion des finances publiques provinciales, en posant les bases d'un système plus transparent, efficace et orienté vers les priorités de développement.

- **Une hausse notable des recettes fiscales :** Grâce à l'introduction d'outils numériques, les mécanismes de perception des impôts ont été modernisés, réduisant considérablement les pertes de revenus liés à la fraude, à la corruption ou à la gestion manuelle des données. La province a enregistré une augmentation durable de ses ressources internes.
- **Une transparence accrue dans l'allocation des ressources :** Les fonds collectés ont été suivis de manière numérique et traçable jusqu'à leur affectation dans les projets du Plan de Développement Provincial (PDP), ce qui a permis de renforcer la redevabilité des autorités locales.
- **Une meilleure participation citoyenne :** Les JERODD ont joué un rôle essentiel dans la sensibilisation des communautés sur l'importance de la fiscalité pour le développement local, ainsi que dans le suivi citoyen des dépenses publiques. Cela a renforcé la confiance entre les contribuables et les autorités locales.
- **Un appui stratégique à la mise en œuvre du PDP :** Les recettes mobilisées ont permis de financer des actions concrètes dans les secteurs prioritaires du PDP, notamment dans les infrastructures de base, l'éducation et la santé, avec un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie à Kananga.



Renforcement de la transparence et de la redevabilité dans la gestion des finances publiques.



Création d'emplois numériques et d'opportunités pour les jeunes dans les domaines de la technologie et de la gestion des données.

Cette plateforme apportera concrètement

- Suivi en temps réel des recettes collectées par entité territoriale.
- Rapports automatisés pour les services techniques et les décideurs politiques.
- Alertes et indicateurs de performance sur les écarts ou irrégularités.
- Interface publique accessible aux citoyens pour suivre les recettes globales collectées et les affectations prévues.
- Base de données centralisée et sécurisée pour la conservation historique des flux fiscaux.

Perspectives du projet

Fort de son succès à Kananga, le projet ouvre la voie à plusieurs perspectives prometteuses

- Phase pilote dans certaines zones urbaines et semi-urbaines du Kasai-Central.
- Institutionnalisation du système numérique de traçabilité fiscale au sein de l'administration provinciale, garantissant la durabilité des acquis.
- Réplicabilité dans d'autres territoires du Kasai Central et des provinces voisines confrontées aux mêmes défis de mobilisation des ressources internes.
- Renforcement du contrôle citoyen à travers des initiatives de suivi participatif de l'action publique, en s'appuyant sur les JERODD comme relais communautaires.
- Utilisation stratégique des données collectées pour affiner les politiques publiques locales, cibler les investissements prioritaires et formuler des demandes de financement plus crédibles auprès des partenaires techniques et financiers.

Solutions proposées par l'initiative vainqueur : archivage et digitalisation des documents légaux de l'Assemblée provinciale du Kasai Central

Les changements au sein des administrations publiques provinciales, le système d'archivage en version papier, l'absence de réseaux intégrés de gestion des actes et documents administratifs, engendrent plusieurs difficultés qui impactent l'efficacité des services publics et la stabilité institutionnelle dans les provinces. Au niveau des données programmatiques des ministères sectoriels, le manque desdites données empêche les provinces d'établir des références, de suivre des indicateurs de performance et de renforcer leurs politiques en se fondant sur des données factuelles.

Les données nécessaires pour évaluer le nombre considérable de programmes sont immenses et bien au-dessus des moyens et des capacités de la plupart des services techniques des provinces. Il est donc urgent de mettre en place des réseaux administratifs intégrés et numériques qui facilitent l'archivage et la disponibilité des données au niveau des provinces de la RDC. Les initiatives proposées par les JERODD devraient permettre d'accélérer.

Impacts attendus

Le projet d'appui technique à l'Assemblée provinciale a permis de moderniser les systèmes de gestion documentaire à travers un vaste processus de tri, d'archivage physique et de digitalisation des textes légaux, délibérations et procès-verbaux produits depuis la création de l'institution. Ce projet a renforcé la gouvernance locale, l'accès à l'information, et la mémoire institutionnelle.

- **Plus de 4 000 documents législatifs traités** : La totalité des textes juridiques, procès-verbaux, rapports de commissions, budgets votés, et actes administratifs ont été inventoriés, classés et archivés selon des normes modernes de gestion documentaire.
- **3 200 documents** clés numérisés et intégrés dans une base de données consultable en interne. Ce processus a permis d'assurer la sauvegarde électronique des documents sensibles, souvent menacés de perte ou de dégradation.
- **Un logiciel de gestion documentaire** installé au sein du secrétariat administratif de l'Assemblée, facilitant la recherche et la consultation des textes en un clic. **Ce système a réduit de plus de 70 % le temps de traitement des demandes internes en matière de consultation de documents.**
- **20 agents administratifs formés aux techniques de classement, d'archivage numérique et de gestion des fichiers électroniques**, contribuant à renforcer durablement les capacités internes.
- **Amélioration de la transparence institutionnelle** : Désormais, les parlementaires, journalistes et citoyens accrédités peuvent consulter les textes légaux et les procès-verbaux en version numérique, renforçant l'accès à l'information publique et la traçabilité des décisions parlementaires.
- **Préservation de la mémoire institutionnelle** : Base de données durable intégrée aux pratiques administratives d'ici 3 à 5 ans.

En somme, le projet a fortement contribué à moderniser l'administration provinciale, sécuriser la mémoire juridique de l'Assemblée et créer les conditions d'une gouvernance plus ouverte, efficace et responsable.



- Restauration de la mémoire institutionnelle après les pertes liées aux violences (Kamuina Nsapu).
- Renforcement de l'État de droit par une traçabilité claire des textes juridiques, décisions et lois adoptées.



- Introduction des technologies numériques dans la gouvernance locale.
- Modernisation de l'administration publique en intégrant des outils d'archivage électronique.

Perspectives du projet

Ce projet a posé les bases d'une modernisation durable de la gouvernance administrative provinciale, et ouvre des perspectives intéressantes :

- Extension du système numérique aux autres institutions provinciales (Gouvernorat, divisions techniques), créant un **écosystème de gestion documentaire uniforme**.
- Interconnexion future avec une plateforme nationale d'archivage numérique pour assurer la conservation, la sécurité et la traçabilité des documents officiels de toutes les provinces.
- Mise en ligne publique d'un portail de textes juridiques provinciaux, qui facilitera l'accès aux citoyens, aux chercheurs et aux investisseurs à l'information légale de la province.
- Institutionnalisation de la fonction d'archiviste numérique au sein de l'Assemblée provinciale, avec un appui continu en formation.



